



Coalition pour l'Éducation pour Tous "Bafashebige": un réseau d'organisations engagées pour une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous.

EDUCATION OUTLOUD  
advocacy & social accountability

GPE  
Transforming Education  
globalpartnership.org

OXFAM  
DENMARK

## EOL au Burundi

# Sur le terrain, au plus près des acteurs



Dans ce numéro

### ÉDITORIAL

Par Nathalie Mpfanuguhora, Vice-présidente et Représentante suppléante

## Continuons d'agir pour une éducation inclusive, sensible au genre

Chères lectrices, chers lecteurs et chers partenaires, l'éducation inclusive, équitable et de qualité demeure une condition sine qua non du développement d'un pays comme le Burundi. Consciente de cet enjeu, la Coalition pour l'Éducation Pour Tous Bafashebige (EPT Bafashebige) poursuit son engagement, en particulier à travers le programme Éducation à Voix Haute (EOL), financé par le PME afin de promouvoir une éducation réellement inclusive.

Le chemin reste long pour atteindre pleinement les Objectifs du Développement durable plus particulièrement l'ODD4, en ce sens que les efforts du gouvernement burundais se heurtent encore à de nombreux défis.

À titre exemplatif, comme vous allez le lire dans ce numéro, la mise en œuvre de l'ordonnance instituant les comités de gestion des écoles tarde à se concrétiser : plusieurs d'entre eux ne fonctionnent pas encore, alors qu'ils devraient constituer des piliers essentiels pour consolider et faire le suivi pour asseoir une éducation inclusive, équitable et sensible au genre dans tous les milieux scolaires. De notre côté, la coalition continue d'apporter sa contribution à travers la sensibilisation, le plaidoyer et diverses actions de proximité.



Nous sommes particulièrement fiers de la visite, en août 2025, d'une équipe d'EOL venue constater sur le terrain les avancées réalisées et au travers la rencontre effectuée avec les responsables du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique. Grâce à nos interventions, et en collaboration avec nos partenaires dont le MENRS au niveau national et déconcentré, des élèves marginalisés ou à besoins spécifiques regagnent progressivement le chemin de l'école, un signe encourageant que nos efforts portent leurs fruits.

Dans ce numéro, vous découvrirez notamment le récit de cette visite de l'Unité Régionale de Gestion (RMU) de la région Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA) ainsi que plusieurs témoignages d'acteurs engagés dans nos zones d'intervention, qui continuent de croire et d'œuvrer pour une éducation inclusive, malgré les obstacles.

Nous vous invitons à accueillir avec plaisir et enthousiasme ce troisième numéro 2025 de notre bulletin trimestriel « Éducation pour Tous Bafashebige ».

EOL au Burundi : Une visite riche en échanges et terrains explorés : P2-4

Quand les voix s'unissent pour des plans scolaires inclusifs: P4-5

# EOL au Burundi : Une visite riche en échanges et terrains explorés

Du 19 au 22 août 2025, la Coalition pour l'Éducation Pour Tous Bafashebigi (EPT Bafashebigi) a eu l'honneur d'accueillir Monsieur Omar Moctar, conseiller régional MEL WCA et chargé du suivi et de l'évaluation du programme Éducation à Voix Haute (EOL), accompagné de Madame Natacha Umutoni, chargée de la communication du programme. Ils ont été chaleureusement reçus avant d'effectuer des visites de terrain et une rencontre officielle au ministère en charge de l'Éducation.



Photo de famille : Omar Moctar et Natacha Umutoni, assis, entourent le président et le représentant légal de la Coalition EPT Bafashebigi au siège de la Coalition.

À l'occasion de la cérémonie d'accueil, Me Jean Samandari, président de la coalition, a prononcé un discours chaleureux, retraçant l'histoire de Bafashebigi et rappelant ses missions fondamentales.

Le président a aussi rappelé les effets de la loi de 2017, qui a restreint certaines adhésions : « *La loi de 2017 n'autorise plus qu'une coalition/plateforme soit membre d'une autre coalition. Cela a entraîné l'exclusion de syndicats des enseignants et d'autres plateformes ou consortiums qui faisaient auparavant partie de notre coalition.* »

Il a souligné que la coalition reste active sur tout le territoire burundais et s'appuie sur des valeurs fondamentales telles que l'excellence, l'objectivité et redevabilité.

Monsieur Omar Moctar a d'abord rappelé l'objectif de cette visite tout en précisant qu'il ne s'agit surtout pas d'une mission de contrôle, mais plutôt d'un accompagnement et d'un dialogue centrés sur l'évaluation de diligence raisonnable, de suivi et d'appui à la Coalition comme c'est programmé dans d'autres coalitions subventionnées par le PME.

« *L'objectif de la mission, ce n'est pas de devenir la "police", mais de venir échanger avec les partenaires, identifier les besoins et réfléchir ensemble à ce que nous pouvons faire durant les 17 à 18 mois restants de mise en œuvre du programme EOL.* »

## EOL dans 63 pays

Il a également rappelé la portée régionale et internationale du programme : « *le programme EOL soutient 63 Coalitions, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud ; Asie/Pacifique et Amérique Latine & Caraïbes. Actuellement avec 17 pays francophones. L'équipe régionale est désormais basée à Dakar.* »

Il a ensuite présenté Madame Natacha Umutoni, Regional Grantee Communications Advisor nouvellement engagée et faisant partie de l'Unité Régionale de Gestion (RMU) de la région Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA) : « *Longtemps, nous avons mis l'accent sur la communication, en posant souvent la question : "Quels sont vos efforts de communication ?" Aujourd'hui, nous avons une personne dédiée pour accompagner toutes les organisations sur le volet communication. C'est sa toute première mission avec notre programme, et nous voulons en profiter pour identifier les besoins et les accompagnements nécessaires.* »

Enfin, il a insisté sur la durabilité des actions : « *Nous voulons que les partenaires soient déjà sur une voie de durabilité, pour que, lorsque le programme prendra fin en 2026, il n'y ait pas de vide et que les actions puissent se poursuivre.* »

Partant de cette réalité, la Coalition a présenté ses forces et faiblesses en lien avec la question de durabilité et le partenaire leur a assuré les grandes lignes directrices pour que la Coalition puisse jouer pleinement son rôle afin de consolider sa durabilité.

Ce premier jour était aussi consacré à présenter l'état actuel de l'éducation au Burundi ainsi que l'espace civique pour l'influencer et les principales réalisations, les enseignements tirés.

## « La voix de la coalition élargie »

De son côté, Madame Denise KANDONDO, Coordinatrice, a d'abord partagé le nombre de la population totale au Burundi sur la base des résultats préliminaires du recensement général de 2024, qui s'élève à 12 332 788 habitants, où la jeunesse en âge de scolarisation représente 78,3 %, soit > 50 % ont moins de 18 ans, 60 % ont moins de 25 ans.

Elle a ensuite parlé des problèmes majeurs liés à l'éducation qui persistent, dont l'achèvement du fondamental qui reste trop faible (39 %) d'enfants en dehors de l'école, composé surtout des groupes marginalisés/vulnérables : albinos, enfants Batwa, filles, enfants orphelins, rapatriés, déplacés internes, enfants vivant avec handicap, enfants de pères inconnus, ...



Elle a présenté aussi les principaux défis éducatifs au Burundi en matière d'accès, de maintien, d'inclusion, de qualité et de financement, les initiatives en cours et la contribution de la Coalition Bafashebige pour faire face à ces défis.

Concernant l'espace civique pour influencer les politiques éducatives, elle a souligné que le Burundi est engagé dans le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), et encourage un dialogue multi-acteurs à travers les groupes locaux des partenaires de l'éducation (GSE/LEG).

Des organisations de la société civile comme BAFASHEBIGE participent activement dans les espaces de plaidoyer pour l'éducation inclusive.

Le financement du programme Education Out Loud (EOL/GPE) a permis d'élargir la voix de la Coalition et d'outiller les OSC pour influencer les politiques en commençant par ses membres.

Tout de même, elle a reconnu que l'espace civique reste limité : Les OSC peuvent participer au dialogue, mais souvent leur voix reste consultative, pas toujours décisionnelle. D'autres défis majeurs sont notamment liés à la contrainte politique : certaines prises de position critiques face aux politiques éducatives peuvent être perçues comme sensibles ; capacité et ressources : beaucoup d'OSC locales manquent de moyens techniques et financiers pour produire des données solides et peser sur les débats ; ainsi que la centralisation : le dialogue reste souvent à Bujumbura, avec peu d'ancrage dans les provinces, ce qui limite l'implication des communautés rurales.

### Visite de terrain à Ngozi

À Ngozi (Butanyerera), la délégation a rencontré les membres de l'antenne locale et les cadres de concertation. Le chef d'antenne, Monsieur Apollinaire Mozagara, a exposé les principales initiatives et défis rencontrés : « Il y a des enfants qui abandonnent l'école une année, deux, voire trois. Beaucoup de parents ne savent pas comment ces enfants peuvent retourner à l'école. Chaque fois, ils font appel à nous et nous essayons de les aider. Tous les cas qui nous sollicitent sont satisfaits. »



Visite du bureau de l'antenne de la Coalition à Butanyerera



Photo de famille prise après la rencontre entre Natasha Umutohi, accompagnée de la coordinatrice nationale de la Coalition EPT Bafashebige, et le Directeur général de l'Éducation.

Il a souligné des situations préoccupantes, notamment pour les jeunes filles : « Au nord et plus précisément à Ngozi, l'abandon scolaire chez les jeunes filles pour plusieurs facteurs : les grossesses non désirées, les mariages précoces, la pauvreté dans les familles... »

À titre exemplatif, il y a des jeunes filles qui quittent leurs familles et deviennent des enfants de la rue. Dernièrement, pour venir en aide à ces enfants, il y a eu une association humanitaire qui a regroupé ces jeunes filles et adolescentes dans un centre d'accueil pour leur encadrement. « Malheureusement, lors de notre descente de ce centre, on a constaté des problèmes majeurs et alarmants, comme quoi ces jeunes filles n'ont pas de serviettes hygiéniques et se partagent des morceaux de vêtements. Cela crée un risque de contamination par les maladies. Elles ont besoin d'un appui urgent pour protéger leur santé. »

Monsieur Mozagara a également évoqué la migration irrégulière vers la Tanzanie et les effets de la réorganisation administrative récente : « Avec la nouvelle administration, beaucoup de responsables qui travaillaient avec nous ont été remplacés. Nous devons refaire connaître la coalition aux nouvelles autorités pour poursuivre nos actions efficacement. Nous devons aussi redoubler nos efforts pour couvrir toute la région, ce qui demande non seulement des moyens financiers mais également des ressources humaines. »

### Présentation des réalisations de la coalition

Pour Mme Kandondo, la visite du partenaire auprès du Ministère de l'Éducation, organisée par la Coalition BAFASHEBIGE, a constitué une étape importante dans le renforcement de leur partenariat et dans la promotion des objectifs du projet Ndinkabandi financé par le Partenariat mondial pour l'éducation à travers le programme Education Out Loud. Le Directeur général de l'Éducation a présenté un panorama complet du ministère de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique, en soulignant les réformes déjà réalisées ainsi que celles en cours.

Les échanges ont permis de mettre en lumière également les priorités actuelles du système éducatif du Burundi. Madame la Coordinatrice Denise KANDONDO a exprimé sa reconnaissance au Ministère de l'Éducation pour son accueil et sa disponibilité, ainsi qu'au partenaire pour son appui constant. « *Nous restons convaincus que ces échanges renforceront notre action collective en faveur de l'éducation pour tous au Burundi et ouvriront la voie à un engagement encore plus fort dans l'avenir.* »

Elle a partagé aussi les progrès réalisés par la Coalition dans la mise en œuvre du projet, et d'explorer de nouvelles pistes de collaboration pour une éducation inclusive, équitable et de qualité.

Elle a également tenu à reconnaître et saluer la bonne collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche et la coalition Bafashebige, dans le cadre d'un partenariat officiel et fructueux.



Moments d'échange entre la Coalition EPT Bafashebige et les invités

## Quand les voix s'unissent pour des plans scolaires inclusifs

**La Coalition pour l'Éducation Pour Tous Bafashebige(EPT Bafashebige), dans le cadre du projet Ndinkabandi III soutenu par le programme Éducation à Voix Haute (EOL), a rassemblé du 7 au 8 août 2025, lors d'un atelier de Gitega, des membres des comités de gestion des écoles (CGE), des présidents d'antennes de la coalition ainsi que des cadres de concertation des anciens provinces de Gitega, Ngozi et Ruyigi. L'objectif était d'échanger sur la nécessité de prendre en compte l'éducation inclusive sensible au genre dans les Plans d'Action Scolaire (PAS).**

Cette cession a été animé par la Coordonnatrice nationale autour de quatre grands thèmes : Encourager un échange franc et constructif entre les antennes et CGE; Identifier les bonnes pratiques et les défis liés à l'élaboration et à la mise en œuvre des PAS; Favoriser l'harmonisation des démarches pour renforcer la qualité de l'éducation Amener les CGE à mieux comprendre, intégrer et défendre les principes de l'éducation inclusive dans leurs plans d'action et leur suivi scolaire. Les deux jours de l'atelier ont été marqués par des échanges d'expériences riches et variées, ouvrant la voie à une feuille de route vers une meilleure inclusion dans certaines écoles pilotes. Selon plusieurs participants, cette rencontre arrivait à point nommé, surtout que dans des Comités de Gestions nombreuses écoles des anciennes provinces de Gitega, Ngozi et Ruyigi, les CGE qui jouent pourtant un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre des PAS sont loin d'être efficaces et inclusifs.



Jean Claude Hakizimana : « La première étape d'un PAS est de se poser les bonnes questions. »

Apollinaire Mozagara, chef d'antenne de la Coalition Bafashebige à Ngozi, n'a pas mâché ses mots : « *Nous allons apprendre des expériences de Ruyigi qui sont plus avancées. À Ngozi, plusieurs comités de gestion existent seulement de nom. Ils ne sont pas fonctionnels.* »

Une position partagée par Denise Kandondo, coordinatrice nationale de la Coalition, qui a souligné que Ruyigi avait une longueur d'avance par rapport à d'autres provinces, en raison notamment d'un précédent projet exécuté par EPT Bafashebige en consortium avec d'autres ONG.

### Le modèle de Ruyigi en exemple

Les participants de Ruyigi ont effectivement partagé une expérience riche, démontrant l'importance d'un CGE dynamique pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un PAS efficace. Jean Claude Hakizimana, président d'un comité de gestion d'une école sous convention à Ruyigi, a résumé les étapes de ce processus devant des membres de Gitega et Ngozi, très attentifs et parfois envieux des progrès accomplis dans cette province : « *La première étape d'un PAS est de se poser les bonnes questions : de quoi avons-nous besoin ? Quelles actions allons-nous mener ? Quelles sont nos priorités ? Où allons-nous trouver les moyens ?* »



Il a poursuivi en détaillant : après la définition des priorités, le CGE convoque une assemblée générale des parents pour qu'ils puissent donner leurs contributions ; le CGE élabore ensuite le projet comme une équipe technique ; le projet est présenté aux parents avec précision des contributions attendues ; enfin, le document est transmis à la direction communale de l'Éducation pour validation. Trois assemblées générales sont organisées chaque année pour évaluer l'avancement du PAS.

### Des défis persistants

Malgré ces avancées, les participants ont reconnu que la mise en œuvre des PAS se heurte à un problème important : le manque de financement.

« *Sans moyens de financement, la mise en œuvre d'un PAS reste une utopie* », a regretté M. Hakizimana, citant l'exemple d'un projet de construction de latrines dans son école qui n'a pas abouti, faute de financement.



**Alexis Havyarimana : « Le PAS était pour nous un concept nouveau. Aujourd'hui, nous comprenons que nous devons nous y engager pleinement. »**

Même constat du côté d'Adam, directeur communal de l'Éducation, qui estime que cela fonctionne surtout dans les écoles bénéficiaires de projets spécifiques, comme les 100 écoles d'un programme récemment clôturé. Ailleurs, selon lui, « *les comités de gestion ne s'investissent pas vraiment dans la préparation du plan scolaire* ».

Il admet toutefois que Ruyigi reste en avance, mais que seuls les projets bénéficiant de moyens financiers avancent.

Du côté de Ngozi, Rebecca Cishahayo, présidente du CGE du Lycée Communal Kinyana, a reconnu les limites de son comité : « *Nous faisons la planification avec seulement le directeur et un enseignant. Nous avons compris que nous sommes en retard par rapport aux bonnes pratiques. En plus, nos projets ne sont même pas transmis à la direction communale de l'Éducation.* » Elle s'est engagée à corriger cette situation en suivant les procédures partagées lors de l'atelier et en impliquant davantage d'acteurs : représentants des élèves, syndicats, société civile et membres de l'antenne de la Coalition EPT Bafashebigi.

### Des attentes fortes vis-à-vis de la Coalition

Les participants ont unanimement exprimé leur volonté de renforcer le rôle des CGE et d'intégrer davantage l'éducation inclusive dans les PAS.



**Rebecca Cishahayo : « Nous sommes engagées à corriger la situation en suivant les procédures partagées. »**

Mais ils attendent aussi un appui renforcé de la Coalition Bafashebigi. « *Je considère la Coalition comme un partenaire clé. Nous lui demandons de contribuer à l'élaboration de nos PAS* », a plaidé Jean Claude Hakizimana.

Une autre présidente de CGE a ajouté que cette collaboration permettrait de motiver des membres parfois désintéressés. Une idée confirmée par Catherine Riraseserera, présidente de l'antenne de Ruyigi : « *Dans l'élaboration des PAS, les directeurs travaillent presque seuls. Les autres membres se désengagent faute de motivation ou parce qu'ils doivent privilégier leurs activités de survie.* » Elle a demandé que la Coalition donne plus de moyens aux antennes pour élargir leur champ d'action et renforcer leur accompagnement.

De son côté, Alexis Havyarimana, chef d'antenne de Gitega, a qualifié les échanges de véritable révélateur pour son équipe et les CGE de la province. « *Le PAS était pour nous un concept nouveau. Aujourd'hui, nous comprenons que nous devons nous y engager pleinement* », a-t-il déclaré. Il s'est dit encouragé par les bonnes pratiques découvertes, le rôle déterminant des comités de gestion et les défis qu'il faudra relever.

Pour sa part, Denise Kandondo a rappelé que l'élaboration d'un PAS doit être inclusive et participative : « *Ne pensez pas seulement à la Coalition. Les parents, les enfants à besoins spécifiques, les enseignants et tous les acteurs doivent être associés.* »

Enfin, au nom de la Coalition, Alexandre Nimubona, trésorier et membre fondateur, a pris note des doléances : « *Nous avons entendu vos préoccupations. Nous serons à vos côtés autant que possible. Et ce qui nous dépasse sera transmis à nos partenaires.* »

**Denise Kandondo : « Les parents, les enfants à besoins spécifiques, les enseignants et tous les acteurs doivent être associés. »**



# Pour nous contacter



**(+257)22275547**



**www.bafashebige.org**



**Info@bafashebige.org**



**Rohero I, av. Bubanza N° 9**

## **Vous pouvez nous suivre sur**



**Coalition Bafashebige**



**@bafashebige**

**La publication de ce bulletin périodique a été rendue possible grâce à l'appui du Programme Éducation à Voix Haute (EOL).**